

PROGRAMME PAYS MAROC

Avancées en matière de lutte contre la
corruption et poursuite du renforcement de
l'intégrité au Maroc

11 juillet 2018 | Rabat



Contexte

Depuis plus d'une décennie, le Maroc est engagé dans un mouvement de modernisation économique et sociale qui passe par l'amélioration du climat des affaires et l'ouverture aux investissements internationaux. Or, cet effort est, selon diverses enquêtes de perception, impacté par la persistance des pratiques de corruption qui nuisent à la confiance que les citoyens accordent aux gouvernements, aux entreprises et aux marchés. Ces pratiques pèsent également sur l'attractivité économique du pays et affectent les relations d'affaire. Il est donc fondamental de lutter contre la corruption, condition préalable à la compétitivité et au développement commercial du Royaume du Maroc.

La lutte contre la corruption s'inscrit dans le cadre de la consolidation de l'État de droit et de la justice au Maroc. Plusieurs mesures ont été adoptées depuis l'entrée en vigueur en 2008 de la *Convention des Nations Unies contre la Corruption* et l'adhésion du Maroc à la *Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales*. À travers l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2011 et de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption en 2015, les pouvoirs publics ont affiché leur volonté, dans le sillage du secteur privé et de la société civile, de lutter contre le fléau de la corruption en engageant des réformes d'envergure.

Au regard de l'importance des moyens mis en œuvre, il est important de confirmer la portée effective et l'engagement actif de tous les partenaires dans la mise en œuvre et la promotion d'une culture d'intégrité.

À la demande du gouvernement marocain, l'OCDE a entrepris un «Diagnostic d'intégrité» pour comparer les cadres juridiques et politiques existants du pays avec les instruments et outils pertinents de l'OCDE dans 11 domaines politiques: l'intégrité du secteur public, la gestion des finances publiques, les marchés publics, la criminalisation de la corruption, la transparence et l'administration fiscales, la politique de la concurrence, , l'intégrité du secteur des affaires, la réglementation du lobbying, la protection des lanceurs d'alerte, l'autonomisation de la société civile et les médias d'investigation.

Objectifs

La réunion de Haut Niveau sur l'Intégrité au Maroc permettra de réunir les principales parties prenantes impliquées dans la lutte contre la corruption et l'instauration d'un climat des affaires favorable aux échanges et à l'investissement. Ainsi les représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile pourront évoquer avec les partenaires internationaux l'état des lieux des risques de corruption et des opportunités d'action dans le cadre notamment de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.

La réunion vise à soutenir les efforts entrepris par le gouvernement, les entreprises et la société civile au Maroc à travers :

- ▶ L'appui au renforcement du cadre juridique et institutionnel pour l'intégrité au Maroc ;
- ▶ La promotion de la transparence et de l'intégrité dans les affaires au travers de mesures gouvernementales et privées concrètes susceptibles d'agir en soutien de diverses stratégies de développement sectoriel du Maroc.

Les observations et recommandations clés du Diagnostic d'intégrité au Maroc mais également de l'étude sur l'intégrité dans les secteurs de l'énergie, de la santé et des transports seront présentées

afin d'alimenter les échanges et les débats thématiques. Une « déclaration d'intentions » en appui de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption et engageant les différentes parties prenantes permettra, le cas échéant, d'assurer un suivi et de rendre compte à une audience plus large des acquis sur lesquels baser les développements futurs.

Documentation de référence

OCDE (2018) : Diagnostic d'intégrité et brochure de synthèse

OCDE (2018) : Renforcer l'intégrité dans les secteurs de l'énergie, de la santé et des transports

Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales et instruments liés

OCDE (2018): Brochure sur le « Guide sur l'intégrité dans les marchés publics au Maroc »

OCDE (2018) : Recommandation de l'OCDE sur les marchés publics

OECD (2017) : Recommandation du Conseil sur l'Intégrité Publique

Détails pratiques

Adresse :

Salle Amphithéâtre, Centre d'Accueil et de Conférence, Avenue Assanaoubar

Hay Riad, Rabat - Maroc



Projet d'Ordre du jour

Mercredi 11 juillet 2018

8:30 – 9:00	Enregistrement
9:00 – 9:20	Session d'ouverture
	<p>S.E. Mohammed Benabdelkader, Ministre chargé de la Réforme de l'Administration et de la Fonction Publique</p> <p>M. Salaheddine Mezouar, Président de la CGEM</p> <p>Mme Mari Kiviniemi, Secrétaire général adjointe de l'OCDE</p>
9:20 – 9:30	Photo de groupe
9:30 – 11:00	Session 1 : Stratégie nationale de lutte contre la corruption : comment renforcer le cadre juridique et institutionnel pour l'intégrité en prenant appui sur le Diagnostic d'intégrité du Maroc
	<p>Cette session permettra comme préambule de rendre compte du Diagnostic d'intégrité du Maroc et de restituer quelques observations et recommandations clés. Par la suite, et prenant appui sur le Diagnostic d'intégrité, la session permettra de s'interroger comment le cadre légal, économique et réglementaire ainsi que des politiques et des pratiques mises en place par le Maroc pour lutter contre la corruption peuvent renforcer l'intégrité. Les éléments seront examinés au regard notamment de l'expérience internationale mais aussi des avancées concrètes dont les différentes parties prenantes rendront compte. Il s'agira aussi d'échanger sur l'apport des recommandations formulées dans le cadre du Diagnostic d'intégrité et leur contribution à l'élaboration de réformes complémentaires et d'actions prioritaires en matière d'intégrité dont le suivi et la mise en œuvre seront déterminants. Un débat sera ouvert après les présentations.</p> <p>Modérateur: M. Ahmed Laamoumri, Secrétaire Général, Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration</p> <p>Orateur d'introduction : M. Jeroen Michels, Analyste des Politiques et Coordinateur du Diagnostic d'intégrité du Maroc, OCDE</p> <p>Intervenants:</p> <p>M. Hicham Mellati, Directeur, Ministère de la Justice</p> <p>Mme Fatiha Moutchou, Représentante TGR/Ministère de l'Economie et des Finances</p> <p>M. Bachir Rachdi, CGEM</p> <p>M. Patrick Moulette, Chef de Division, Anti-Corruption de l'OCDE</p> <p>M. Paulo Magina, Chef de l'unité Marchés publics, Direction de la Gouvernance Publique, OCDE</p>

11:00 – 11:30	Pause café
11:30 – 13:00	Session 2 : Soutien aux développements des secteurs clés : énergie, santé et transports
	<p>Cette session a pour but d’engager le dialogue entre représentants du gouvernement et des entreprises pour identifier les mesures contre les risques de corruption dans certains secteurs. En effet afin de renforcer l’intégrité dans le monde des affaires, des actions doivent être menées par le secteur public mais également par le secteur privé. Les intervenants rendront compte d’activités menés depuis l’adoption de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption. Cette session permettra en particulier de discuter de certains aspects mis en œuvre par le secteur privé en collaboration avec l’OCDE dans le cadre du projet « Renforcer l’intégrité des affaires au Maroc » qui bénéficie du soutien de l’Initiative d’intégrité de Siemens. En particulier, des projets pilotes d’action collective qui viennent en complément du renforcement des capacités en matière d’intégrité d’agents en charge des marchés publics.</p> <p>Modérateur: Mme. Amina Figuigui, CGEM</p> <p>Intervenants:</p> <p>M. Dirk De Bilde, Président Directeur Général, Siemens Maroc (tbc)</p> <p><i>Membres du groupe de travail " Actions collectives" :</i></p> <p>M. Abdallah Benzekri, Avocat, coordinateur des initiatives collectives dans les trois secteurs, CGEM</p> <p>Mme Layla Sentissi, CGEM</p> <p>Mme Sanaa Chquiry, CGEM</p> <p>M. Yassir Nadeif, CGEM</p>
13:30 – 13:45	Conclusions
	<p>Les conclusions permettront de mettre en exergue les progrès accomplis mais aussi d’envisager des mesures de suivis, éventuellement par l’adoption d’une « déclaration d’intentions » engageant les parties prenantes dans l’appui à des actions nouvelles contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.</p> <p>Mme Nicola Ehlermann, Chef du Programme MENA-OCDE pour la compétitivité, Direction des relations mondiales</p> <p>M. Bachir Rachdi, CGEM</p> <p>M. Ahmed Laamoumri, Secrétaire Général, Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l’Administration</p>
13:45	Déjeuner offert



oe.cd/programme-maroc